Sexe 3 – Dossier Eléments

Le jardin d'enfants *Egalia*, dirigé à Stockholm (Suède) par Lotta Rajalin, qui accueille actuellement une trentaine d'enfants de 1 à 6 ans, a décidé de supprimer les sexes et les genres, les prénoms féminins et masculins, et même les pronoms personnels « ils » ou « elles ». Le seul mot employé est *hen*, forme neutre normalement réservée aux animaux et aux choses. L'école n'accueille donc plus des garçons ni des filles, mais des « amis » indifférenciés, l'objectif de cette éducation très particulière étant de donner à chaque enfant les moyens « de devenir ce qu'il veut être ».

En juin 2012, un pasteur américain, Philippe Caminiti, a été condamné dans le Wisconsin à deux ans de prison ferme pour avoir déclaré à des parents qu'ils devraient fesser leurs enfants quand ils se conduisaient mal. Voici quelques années, au Nevada, une femme avait été condamnée à la prison à vie pour avoir laissé un garçon de 13 ans toucher ses seins au travers de son soutien-gorge ! En juillet 2012, le maire de la ville de Triberg, en Allemagne, a décrété que les places des parkings souterrains les plus faciles à atteindre, les mieux éclairées et les plus proches de la sortie, seraient désormais réservées aux femmes, les hommes étant tenus de se garer dans les places les plus difficiles d'accès. Toujours en juillet 2012, on a appris qu'un jeune Californien de 11 ans élevé par un couple de lesbiennes, Thomas Lobel, va se voir administrer un traitement hormonal afin de bloquer sa puberté masculine et de lui faire pousser des seins, ce qui permettra de l'élever comme une fille. Au même moment, au nom de l'égalité entre les sexes, le Parti de gauche suédois a demandé que les hommes n'aient plus le droit d'uriner debout et soient désormais obligés d'uriner assis comme les femmes.

Ces faits divers sont aussi significatifs que révélateurs. Leur extravagance les empêche bien entendu d'influencer les foules. De même, les plus extrêmes divagations néoféministes n'empêchent pas les lois de la séduction et de la sexualité de jouer auprès du plus grand nombre le rôle qu'elles ont toujours joué. Mais ces théories, intégrées désormais au « politiquement correct », n'en influent pas moins sur le climat général de la société. Elles montrent que les rapports entre les sexes ont beaucoup évolué ces dernières années et, d'une manière générale, qu'ils se sont profondément détériorés.

La féminisation grandissante de la société, qui va logiquement de pair avec la « privatisation du public » caractéristique de la logique libérale, est désormais un fait acquis[1]. Elle s'est d'abord manifestée par l'entrée massive des femmes dans le monde du travail, ce qui a permis au système capitaliste de diminuer relativement les salaires (pour faire vivre une famille, il faut désormais deux salaires là où autrefois il suffisait

d'un seul). Depuis les années 1970, les hommes ne font plus vivre seuls leurs familles, et la majorité des femmes travaillent à la fois à l'extérieur et chez elles.

Les femmes représentent aujourd'hui près de la moitié de la population active (45 % en France), mais leur participation aux différents secteurs professionnels reste largement sexuée : un très grand nombre de femmes dans l'enseignement, la magistrature, les relations publiques, les services aux personnes, les professions de santé, qui sont aussi les secteurs les plus en expansion, un très petit nombre dans les métiers manuels, le bâtiment, l'informatique, le personnel pénitentiaire, la haute finance. On compte aussi désormais beaucoup plus d'étudiantes que d'étudiants. Cette participation massive a incontestablement libéré beaucoup de femmes, mais en a accablé d'autres. Le travail, en effet, peut être aussi bien une libération qu'une aliénation. La difficulté pour beaucoup de femmes est de concilier leur activité professionnelle et leur vie de famille. C'est pourquoi, plus elles occupent des positions sociales supérieures, moins elles ont d'enfants (et plus elles reculent l'âge de leur première grossesse). Les hommes participent un peu plus que par le passé aux tâches ménagères, mais en règle générale sans qu'en ce domaine la parité soit jamais atteinte (80 % des tâches ménagères continuent en France d'incomber aux femmes).

Les femmes s'imposent tout naturellement dans une société fondée, non plus sur l'industrie, mais sur la communication. Leur promotion dans le monde de la grande entreprise, de l'économie et de la finance reste, par contre, des plus modestes. En France, les femmes ne représentent même pas 1 % des conseils d'administration des 100 plus grosses sociétés. Si, comme l'écrit Jean-Claude Michéa, « le matriarcat est le véritable horizon *psychologique* de la société libérale développée »[2], le « patriarcat » se maintient dans l'univers de l'entreprise et de la finance, qui sont désormais considérées comme les seules « choses sérieuses ». L'oligarchie financière, en particulier, reste fondamentalement masculine. « De mémoire de capitalisme, estime Raoul Weiss, la féminisation d'une profession n'a jamais été autre chose que le signe univoque de sa dévalorisation »[3].

Le taux de précarité des emplois occupés par des femmes est très supérieur à celui des hommes : travail à mi-temps, contrats à durée déterminée, travail intérimaire, travail au noir, travail à domicile, « emplois aidés », etc. Ces différentes formes d'emploi précaire représentent aujourd'hui plus de 5 millions d'emplois, contre 2 millions en 1982, ce qui signifie que les femmes ont été plus que les hommes victimes de la déréglementation néolibérale du rapport salarial. A travail égal, certaines disparités de salaires subsistent aussi, mais ce n'est pas une loi générale. Aux Etats-Unis, les salaires des femmes ont augmenté de 44 % entre 1970 et 2007, ceux des hommes de seulement 6 %. Dans un article qui a fait beaucoup de bruit outre-Atlantique, Hannah Rosin précise que les femmes sont devenues majoritaires aux Etats-Unis dans le secteur professionnel privé et que le total cumulé de leurs salaires dépasse désormais celui des hommes. Elle en conclut qu'on assiste aujourd'hui à la « fin des hommes »[4].

Au fil des réformes, les femmes ont progressivement acquis la maîtrise de leur fécondité, ce qui est en soi une bonne chose. La légalisation de l'interruption de grossesse, qui interdit aux pouvoirs publics d'obliger une femme à porter jusqu'à terme un fœtus dont elle ne veut pas, a cependant eu des effets pervers : « La femme peut forcer l'homme à devenir père s'il y a eu entre eux fécondation, mais l'homme ne peut

pas forcer la femme à devenir mère »[5]. La dépénalisation de l'avortement en 1975 et la diffusion massive de l'information sur la contraception médicale, qui est certainement encore insuffisante, n'ont en outre pas fait baisser le nombre des avortements en France depuis 30 ans (212 000 en 2010, contre 201 000 en 2001, soit un taux d'IVG par rapport aux naissances de l'ordre de 26 %). Ce qui ne permet cependant pas d'y voir la cause principale de la baisse de la natalité[6].

Le féminisme, dans le même temps, est devenu avant tout moralisateur (dans le sens du politiquement correct) et répressif. La répression de la délinquance sexuelle est devenue de plus en plus sévère : un quart des détenus des prisons françaises le sont aujourd'hui pour des crimes ou délits sexuels. Il n'y a pas lieu de le regretter, mais on doit aussi noter que, sous l'influence de certaines tendances du mouvement féministe, le crime sexuel tend de plus en plus à être considéré comme plus grave qu'aucun autre, à commencer par le meurtre.

Le sexe étant désormais privatisé, le viol, naguère considéré comme portant atteinte à toute une famille, voire à l'ensemble du corps social, est regardé aujourd'hui comme une violation du droit de propriété sexuelle privée du seul individu. Le violeur est jugé au regard de la gravité de son acte, dont les circonstances ne peuvent presque jamais être atténuantes. La définition du viol n'a elle-même cessé d'être élargie. Le « devoir conjugal » ayant été légalement aboli en 1990, un rapport non consenti entre époux est depuis 1992 assimilé à un viol. Il constitue même une circonstance aggravante depuis 2006, bien qu'on ait du mal à comprendre en quoi il est plus grave de violer sa femme que de violer celle du voisin. Julian Assange, fondateur de Wikileaks, est actuellement poursuivi par la justice suédoise pour « viol », en l'occurrence pour avoir eu avec deux jeunes femmes des rapports sexuels librement consentis, mais sans avoir utilisé de préservatif, ainsi qu'elles le demandaient…

Les violences conjugales sont elles aussi réprimées plus sévèrement que par le passé. On ne saurait, là encore, le déplorer. Le problème est que ces violences se ramènent en général au phénomène des femmes battues. Les femmes ne sont pourtant pas moins agressives que les hommes, et certaines enquêtes donnent même à penser qu'elles le sont plus. Une analyse de plus de 250 études disponibles, réalisée sous la direction de Martin Fiebert, de l'Université d'Etat de Californie, a ainsi montré en 2011 que « les femmes sont aussi agressives, sinon plus agressives que les hommes dans leurs relations avec leurs maris ou leurs partenaires masculins »[7]. Mais leur agressivité ne s'exprime pas de la même façon que chez les hommes. Chez ces derniers, elle prend le plus souvent la forme d'une brutalité physique, généralement réactive sauf chez les psychopathes, et qui est souvent liée à une difficulté ou une incapacité de verbaliser, tandis que chez les femmes elle prend plus souvent la forme d'une agressivité psychologique et verbale, qui peut être parfois violente et répétée, mais fait rarement l'objet de plaintes auprès des tribunaux. La violence conjugale exercée par les femmes est systématiquement sous-évaluée pour cette raison.

L'évolution de la loi a suivi celle des mœurs : le juridique prolifère là où le symbolique régresse ou s'éteint. Le pénal régit donc de plus en plus les comportements privés, et des associations spécialisées, telles les « Chiennes de garde », veillent à l'application la plus sévère possible de la loi. On n'y verrait pas d'inconvénient si cette tendance à la pénalisation du désir ne s'étendait jusqu'à l'excès, voire jusqu'au ridicule : assimilation

du moindre geste, plaisanterie ou regard jugé « déplacé » à du harcèlement sexuel (le « vécu » subjectif faisant office de preuve), volonté de supprimer la prostitution et la pornographie, l'une et l'autre assimilées sans plus à une violence faite aux femmes. La critique de l'homosexualité est aussi sévèrement punie aujourd'hui que l'était, il y a cinquante ans, l'apologie de l'homosexualité. Parallèlement, « se substitue parmi les élites faiseuses d'opinion une norme homosexuelle qui caractérise l'hétérosexualité comme ringarde, voire, à son tour, pathologique »[8]. L'« homophobie », qui est légalement réprimée, cède ainsi souvent la place à l'hétérophobie, qui ne l'est pas.

Aux Etats-Unis, on estime qu'un homme adulte sur 10 a été faussement accusé (le plus souvent par une femme) de violence conjugale, de violence sexuelle ou d'abus sexuel sur enfants. Dans les procédures de divorce, l'accusation de pédophilie est devenue un moyen courant pour les femmes de soustraire leurs enfants à toute relation avec leurs pères. Dans un livre récent, Daphne Patai dénonce ainsi de nouvelles chasses aux sorcières où la présomption, non d'innocence, mais de culpabilité est la règle[9]. Une étude récente montre par ailleurs qu'à crime ou délit sexuel égal, les femmes sont en général moins lourdement condamnées que les hommes, parce qu'elles sont considérées comme plus fragiles ou plus vulnérables[10].

D'une façon plus générale, le droit pénal a été considérablement durci, non seulement pour les violeurs et autres criminels sexuels, mais contre les hommes en tant que tels, toujours suspects d'intentions mauvaises à l'endroit des femmes, intentions qui doivent être dénoncées au prix d'une « vigilance » de tous les instants. En la matière, on va vers la tolérance zéro, alors que la tolérance reste de rigueur quand il s'agit d'autres formes de criminalité : il n'y a pas de « culture de l'excuse » pour la délinquance sexuelle. Si les hommes ont un problème, c'est de leur faute. Si les femmes ont un problème, c'est en raison de l'oppression que les hommes leur imposent. Si un conflit éclate entre un homme et une femme, c'est la faute de l'homme. Si c'est un conflit entre deux hommes, c'est la faute des hommes. Si c'est un conflit entre deux femmes, c'est la faute des hommes également. L'idée se répand insidieusement que les femmes ne peuvent être que victimes des hommes, tandis que les hommes sont apparemment coupables de ne pas être des femmes. Victimologie-culpabilité-repentance : on reconnaît une trilogie très à la mode, essentiellement sidératrice et démobilisatrice.

La notion de consentement est certes une notion éminemment floue, surtout dans le domaine sexuel, où le désir trouble souvent la décision. Le consentement est en outre indissociable du libre arbitre, qui n'est jamais absolu (il s'exerce dans des conditions qui ne sont jamais celles de la transparence complète). Jusqu'à ces dernières années, le caractère licite d'un rapport sexuel entre adultes n'en était pas moins lié au consentement des partenaires. Or, ce critère a été remis en cause, sous l'influence de la jurisprudence américaine, par la notion de « consentement contraint » ou « consentement dominé », reposant sur un effet de sidération ou l'intériorisation d'une contrainte supposée, ce qui permet de ne pas en tenir compte.

Cette notion permet de disqualifier les milliers de femmes qui se prostituent ou acceptent de participer activement à la production pornographique. Elle inspire l'idée ridicule de vouloir supprimer la prostitution tarifée – activité essentiellement prolétarienne –, qui peut aussi prendre la forme d'une injonction thérapeutique pour les clients. Le 21 janvier 2003, Martine Lignières-Cassou, député socialiste, déclarait à

l'Assemblée nationale : « Pour nous qui sommes abolitionnistes, la distinction entre "victime" consentante ou non n'a pas d'intérêt ». Même si elle ne dépend d'aucun proxénète et n'appartient à aucun « réseau », la femme qui veut se prostituer est quand même considérée comme une « victime ». C'est une contradiction évidente, puisque d'un côté, on affirme que les femmes sont propriétaires de leur corps (« mon corps m'appartient »), mais de l'autre qu'elles ne peuvent vendre ou louer cette propriété à leur guise. On notera que la même notion de « consentement contraint » n'est presque jamais employée quand il s'agit de l'exploitation forcée de la force de travail ou de la tendance générale à la vente de soi comme condition de la réussite sociale. On ne trouve rien à redire au fait que les femmes vendent ou louent leur force de travail, et donc d'une certaine façon leur corps, aux patrons qui les emploient. Aujourd'hui, remarque Véronique Guienne, la « revendication de ne pas être une chose, un instrument, manipulable et marchandisable, serait passéiste et non une condition de dignité du sujet »[11]. Au sein du monde du travail, le harcèlement sexuel apparaît plus scandaleux que l'exploitation de la force de travail ou la précarisation de l'emploi. Le patronat est plus suspect d'être masculin que d'exploiter les travailleurs. La discrimination sexuelle choque plus que la discrimination sociale, l'« intérêt de sexe » est pris en considération plus que l'intérêt de classe. On recherche, en d'autres termes, l'abolition du pouvoir mâle plutôt que celle du système capitaliste.

Les conduites « licencieuses » entre adultes consentants sont elles-mêmes couramment réprouvées, non plus au nom de l'ordre moral, mais sur simple suspicion d'un comportement sexuel « inapproprié ». Sans entrer dans le détail de l'affaire, on notera que Dominique Strauss-Kahn a moins été critiqué pour les millions de gens qu'il a contribué à appauvrir en tant que directeur du FMI, c'est-à-dire comme grand argentier au service du Capital, que pour son libertinage et les femmes qu'il a violentées par érotomanie, c'est-à-dire comme « ogre sexuel ». De même, Berlusconi a été beaucoup plus dénoncé pour ses parties fines que pour sa contribution au déploiement de l'emprise de ce même Capital.

Cette forme particulière de néo-féminisme n'a pas tardé à être intégrée par la classe politique sous l'angle du politiquement correct. On se souvient du président George W. Bush justifiant la guerre en Afghanistan par la nécessité d'y promouvoir l'égalité des sexes... Dans la vie publique, il n'est aujourd'hui plus tant question de permettre aux femmes d'accéder librement à tous les métiers que d'imposer avec l'aide de l'Etat des quotas de femmes au nom de la « parité ». Un Observatoire de la parité entre les hommes et les femmes a été créé en octobre 1995, principalement pour remédier à la sous-représentation des femmes dans les partis politiques et les administrations publiques, ce qui n'a pas été sans susciter de nouvelles polémiques. La notion de parité a été ardemment soutenue par certaines féministes comme conforme au principe d'égalité, mais critiquée par d'autres comme susceptible d'engendrer un nouveau « communautarisme » (la réponse classique à cet argument étant que les femmes ne forment ni une catégorie communautaire ni une minorité, mais représentent la moitié de l'humanité). Le féminisme différentialiste s'y est montré en général plus favorable que les partisans de l'universalisme républicain, mais c'est au prix d'une nouvelle erreur, qui contredit d'ailleurs le présupposé qu'il existe des valeurs féminines et des valeurs masculines. Le principe de la parité obligatoire repose en effet sur l'idée parfaitement irréaliste que les femmes veulent participer autant que les hommes à toutes les professions, ce qui n'est pas confirmé par l'expérience. Il y a des professions qui attirent

plus les hommes, d'autres qui attirent plus les femmes, en raison des motivations et des comportements qu'elles impliquent. Ajoutons que la parité est d'autant plus difficile à mettre en œuvre que, si l'on en croit les sondages, la majorité des femmes y sont hostiles.

Parallèlement, le droit de la famille a profondément évolué, au détriment de la puissance maritale et paternelle héritée du droit romain (la *patria potestas*). La puissance maritale ayant déjà été supprimée en 1938, le régime juridique de la puissance paternelle a été remplacé en 1970 par l'autorité parentale (qui pourrait à son tour être remplacée prochainement par la notion de « responsabilité parentale »). Leurs fonctions étant désormais indifférenciées, le père et la mère peuvent exercer en commun cette autorité parentale, dont l'exercice n'est plus lié depuis 1987 à la notion de garde de l'enfant. Cette évolution a largement contribué à « réduire l'influence des hommes dans la vie familiale aussi bien sur le plan symbolique que réelle »[12].

Depuis 1972, le critère de filiation présumée par le père n'a plus de caractère légal. En 2002, l'adjectif « légitime » pour caractériser l'enfant né d'un couple marié a disparu du langage juridique. En 2004, la transmission automatique du nom du père à ses enfants a été abolie, tandis que la notion de patronyme était remplacée par celle de « nom de famille ». Michel Schneider remarque : « Le fait que le nom de la mère fût en fait jusqu'ici le nom du père de la mère, plaçait la femme dans la nécessité lorsqu'elle devenait mère, de rompre avec le nom de son père. Si elle transmet le nom de son père à son enfant, fantasmatiquement, elle ne sort pas de l'inceste et l'enfant reste enfant, non de son père, mais du père de la mère »[13].

La « parenté » tend aujourd'hui à être remplacée par la « parentalité », ce qui veut dire que tout le monde peut devenir « parent » sans avoir mis au monde ni engendré. La parenté était un fait biologique, elle devient un jeu de rôles ouvert à tous. La différence entre parents biologiques et parents adoptifs s'efface du même coup. Pour devenir « parent », il suffit de vouloir l'être. Dans les documents officiels anglais, depuis décembre 2011, les mots « père » et « mère » ont été remplacés par « parent 1 » et « parent 2 ». Les conjoints sont devenus des partenaires, les familles des couples avec enfants. La relation de couple relève de la co-gestion, comme l'élevage des enfants relève désormais de la co-parentalité égalitaire.

Le « sexisme » est également traqué jusque dans le langage courant. On a d'abord inventé, à partir de la fin des années 1990, des néologismes ridicules (« auteure », « professeure », « écrivaine », en attendant « dictateure »), en féminisant des noms de fonctions (« la ministre »), de métiers, de grades ou de titres[14], puis en s'attaquant à la syntaxe et à l'accord du participe passé, avec la complaisante complicité des politiques. Il faut désormais dire « les hommes et les femmes », « les Français et les Françaises » (« les Belges et les Belges », ajoutait Pierre Desproges), comme si, en français, l'« homme » n'était pas un terme générique désignant les deux sexes. (L'article premier de la Constitution, « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », n'exclut évidemment pas les femmes). L'objectif, qui s'inscrit dans la tendance générale à effacer la différence des sexes, est d'éradiquer la règle de grammaire selon laquelle le masculin, genre « non marqué », l'emporte sur le féminin, genre « marqué » (« les blondes et les roux sont intelligents »), comme si le genre grammatical était comparable au genre sexuel. D'où des graphies grotesques du genre « motivé-e-s ».

En application d'une recommandation du Parlement européen, la suppression du terme « mademoiselle » dans les formulaires et correspondances officiels a été annoncée en France en février 2012. Ont également été supprimés le « nom de jeune fille », le « nom patronymique » et même le « nom d'épouse », qui seront désormais remplacés par le « nom de famille » ou le « nom d'usage ». Cette décision répond à une revendication féministe, qui estimait que le mot « mademoiselle », pris comme synonyme de « célibataire » (et révélant donc une situation matrimoniale), constitue une inadmissible intrusion dans la vie privée qui inciterait à la séduction ou au harcèlement sexuel. Les Américains avaient déjà supprimé « *miss* » au profit de l'imprononçable « *Ms.* » On dira donc désormais « madame » aux petites filles, en attendant de parler de « cheftaine de l'Etat » et d'appeler « maîtresse » son avocate.

La fin de la fonction proprement paternelle, provoquée par la délégitimation de toutes les formes d'autorité à l'intérieur de la famille, avait pour but de supprimer une « inégalité » entre les deux parents, ce qui était en soi un objectif louable. En réalité, elle a abouti à tout autre chose. Comme l'explique Jean-Claude Michéa, « parmi toutes les situations invariantes qui caractérisent la condition humaine, l'une des plus fondamentales, et des plus étranges, est sans doute la manière spécifique dont l'animal humain doit se séparer de la mère qui l'a enfanté. Alors que chez les autres mammifères, cette séparation advient naturellement, elle requiert chez l'être humain l'intervention d'un *tiers séparateur* qui ne peut être institué que par le langage – autre spécificité de l'animal humain. Dans l'histoire des civilisations, "père" est habituellement le nom qui a été donné à cette figure tierce »[15]. C'est là un fait fondamental, qui explique pourquoi il n'existe, de ce point de vue également, aucune symétrie entre le père et la mère. L'homme fait l'amour, la femme fait l'enfant (les femmes *enfantent*, tandis que les hommes se bornent à *engendrer*, et c'est aussi pourquoi, en matière de filiation, « seule la mère est sûre » : la paternité est déduite, tandis que la maternité est constatée). Un lien spécial se crée de ce fait entre la mère et l'enfant dont l'attachement entre l'enfant et le père n'est absolument pas l'équivalent. C'est la source même de l'Œdipe. Le garçon, pour accéder à sa masculinité, doit se détacher peu à peu de l'emprise maternelle et rompre le lien exclusif qui l'attache à sa mère. Il en va de même des filles, mais le garçon doit en plus s'assumer comme étant du sexe opposé. Le rôle du père est de trancher le lien correspondant à cet attachement avec la mère qui, passé un certain seuil, inhibe l'acquisition de l'autonomie du sujet. Il consiste à mettre un terme au processus fusionnel qui attache l'enfant à sa mère – la « dyade » organique dont parle le psychanalyste René Spitz[16]. Ce rôle est essentiel et lui appartient en propre. C'est en ce sens que l'on a pu dire que le Père représente au sein de la famille la figure de la Loi, au sens symbolique de ce terme.

Une société dans laquelle le père n'assume plus cette fonction (soit qu'il ne le veuille plus, soit qu'il ne le puisse plus) est une société qui fabrique par milliers des individus immatures, narcissiques, qui n'ont jamais pu résoudre leur complexe d'Œdipe. Jean-Claude Michéa, pour le citer à nouveau, a bien montré que cette reconfiguration anthropologique est en parfaite adéquation avec une civilisation capitaliste qui a tout intérêt à délégitimer toutes les figures de l'autorité, afin que se généralise ce « nouveau type d'individu artificiellement maintenu en enfance, dont le *consommateur* compulsif représente la figure emblématique et dont l'addiction à la jouissance immédiate est devenue le signe distinctif »[17]. « La civilisation libérale, ajoute-t-il, est la première, dans l'histoire de l'humanité, qui tende *par principe* à priver le sujet individuel de tous les

appuis symboliques collectifs nécessaires à son humanisation et qui rende ainsi de plus en plus problématique ce décollage indispensable d'avec la mère sans lequel il n'y a pas d'autonomie personnelle concevable »[18].

L'homme immature devient un enfant à materner. Les fils eux-mêmes ont le plus grand mal à devenir pères, car la figure du père a été désymbolisée et privée de ses attributs traditionnels. « Or, qu'est-ce qu'un fils qui ne devient pas père ? C'est un immature qui le reste d'autant plus que les pères eux-mêmes envient la jeunesse éternelle »[19]. « C'est parce que les pères ne sont plus des pères et les mères des mères que les fils ont tant de mal à être des hommes et les filles des femmes », écrit lui aussi Michel Schneider, qui ajoute : « Dans une société de moins en moins "œdipienne", qui tend à dénier la différence générationnelle et celle des sexes, comment s'étonner que chez de plus en plus d'adultes la pulsion sexuelle retourne vers les objets et les satisfactions de l'enfance ? »[20]. Peuplée d'adultes qui ne sont jamais devenus vraiment adultes, la société devient une sorte de gigantesque jardin d'enfants, où les pouvoirs publics jouent le rôle d'une « Big Mother »[21].

La féminisation de la société va également de pair, non par hasard, avec la promotion de l'enfant, qui accède à l'âge moderne au rang de catégorie autonome. L'infanticide devient le crime par excellence, alors que ce rôle revenait naguère au parricide[22]. Le *jeunisme* n'est pas seulement un phénomène sociologique, c'est aussi un ressort idéologique majeur. On ne compte plus les messages publicitaires où le désir des enfants est présenté comme une loi qui s'impose aux parents ou montrant « des enfants éduquant leurs parents arriérés pour les amener vers les produits et les marques qu'il faut désirer »[23]. Quantité d'autres messages mettent en scène des femme évoluées, aux jugements toujours raisonnables, tandis que leurs partenaires ou leurs maris sont invariablement dépeints, avec une pointe d'ironie, comme des huluberlus ou des niais (l'inverse serait jugé scandaleux). Les signes multiples de ce que Jean-Claude Milner a pu appeler l'« infantilisation planétaire » se repèrent partout : impatience du « zappeur », refus de l'effort et de l'attente nécessaire à la satisfaction du désir, multiplication des gadgets et des *toys*, généralisation du langage enfantin dans le discours public (on ne parle plus de pères et de mères, mais de « papas » et de « mamans »), recours au tutoiement systématique et usage du prénom primant de plus en plus sur le nom de famille, etc.

L'infantilisation des adultes trouve son pendant symétrique dans l'hypersexualisation de l'enfance, notamment celle des petites filles, transformées en nymphettes avec l'aval de leurs parents (soutiens-gorges rembourrés portés sur la plage dès l'âge de 6 ans, strings en taille 8 ans, tangas, minijupes, jeans slim, trousses de maquillage pour 9-10 ans, concours de beauté « mini-miss », etc.), qui a fait l'objet de plusieurs rapports récents. Là aussi, la logique du profit y trouve son compte : aux Etats-Unis, les 8-14 ans représentent un marché annuel de 260 milliards de dollars. Dans le même temps, on note une généralisation des pubertés précoces, aussi bien chez les filles (l'âge des premières règles ne cesse de s'abaisser) que chez les garçons. Or, les pubertés précoces aggravent le risque de problèmes psychologiques et ralentissent prématurément la croissance, particulièrement chez les filles[24].

On a donc, d'un côté, des femmes qui doivent tout concilier, leur vie privée, leur activité professionnelle, leur vie de couple, le temps pour s'occuper des enfants, de

l'autre des garçons qui ne doivent pas trop s'affirmer sous peine de passer pour des *machos* ou des violeurs en puissance, et des filles qui s'essaient de plus en plus jeunes aux techniques de séduction. Le dénominateur commun est la dévalorisation de la masculinité, sous toutes ses formes. Réduite à ses formes les plus caricaturales – agressivité et brutalité –, la virilité a cessé d'être une valeur en Occident. Le mot « viril » a pris une acception ironique, sinon péjorative. Dans l'histoire, la virilité a traditionnellement trouvé son assomption dans l'héroïsme. Mais l'héroïsme lui-même n'est plus très bien vu, car il évoque trop souvent le guerrier : de nos jours, il est plus convenable d'être une victime qu'un héros (sauf quand l'héroïsme ne se caractérise plus que par la souffrance, se rapprochant ainsi de la figure du martyr). « Des siècles durant, écrit Paul-François Paoli, l'homme tenait sa légitimité du fait qu'il pouvait être amené à mettre sa vie en jeu [...] Au sacrifice féminin de la naissance correspondait le sacrifice possible de l'homme face à l'adversité [...] La guerre a perdu sa légitimité, et le courage comme vertu n'est plus décisif dans les conflits contemporains, car la dimension technologique prime sur l'héroïsme individuel. Ainsi, alors que la femme a conservé intacte sa spécificité anthropologique fondamentale, celle d'engendrer, tout en acquérant les droits liés à son individualité, l'homme a perdu une partie de son antique prérogative : celle de protéger, de défendre ou d'attaquer, donc de tuer »[25].

Le résultat est que « les hommes ne savent plus comment se comporter, d'autant que la société valorise le féminin de façon éhontée [...] Il est demandé aux hommes de développer des qualités féminines, comme si les femmes avaient tout juste et les hommes tout faux »[26]. Les hommes sont enjoints de féminiser leur apparence (le marché de la beauté masculine explose). On leur demande d'être des femmes comme les autres, d'« exprimer leurs émotions ». « Je suis un homme d'aujourd'hui, c'est-à-dire une couille molle » : ainsi commence le roman de Frédéric Pajak, *La guerre sexuelle*[27]. Les hommes se transforment en biberonneurs adjoints, changeurs de couches et pousseurs de cadies, tandis que les femmes demandent à leur partenaire un nouvel éventail de qualités : être efficace au lit et savoir monter la commode Ikéa, raccompagner la baby-sitter et se souvenir des dates de vaccins des enfants, avoir beaucoup de temps libre tout en gagnant de l'argent qu'elles pourront dépenser, les faire rire mais sans se prendre la tête, « être tendre et dur à la fois. Présent sans être pressant, amoureux sans être collant, désirant mais pas obsédé. Professionnellement gratifiant sans se croire supérieur. Energique mais pas macho, métrosexuel efféminé ou convivial culpabilisé, dominateur simplement gentil, mais pas trop, etc. »[28] Certains se plient de plus ou moins bon gré à l'exercice, beaucoup préfèrent renoncer.

Une récente enquête effectuée sur les 25-39 ans répartit les hommes d'aujourd'hui en quatre types : « le néotraditionnel (père de famille), le moderne assumé (égalitaire, jonglant entre devoirs et engagements), l'égo-mec et le désengagé. Les deux derniers, qui représentent au total 40 % de la population, prennent l'instant comme il vient et fuient tout engagement »[29]. « Non seulement l'homme s'angoisse d'un engagement décisif et irrévocable, écrit de son côté Tony Anatrella, mais aussi et surtout par la peur d'être débordé et englouti par l'autre. L'image de la mante religieuse est présente à travers la crainte de la parole féminine intrusive, d'une surreprésentation professionnelle asexuée et d'une relation comptable sur le modèle de la parité domestique à bien des égards »[30].

Face aux attentes féminines, beaucoup d'hommes se sentent insécurisés ou incapables. « Avant, on leur apprenait à tenir les épaules hautes. Aujourd'hui, cela ne veut plus rien dire », remarque le psychologue Bernard Torgemen. Les hommes trouvent

que le passage du fantasme au réel est plus difficile. Ils ne savent plus très bien ce que l'on attend d'eux, et en même temps ils pensent qu'on attend trop. « Alors que les femmes ont entassé des montagnes d'écrits pour crier leur colère et clamer leurs volontés, les hommes n'ont pas trouvé de mots communs pour dire ensemble ce qu'ils ne veulent plus être ou ce qu'ils voudraient devenir. Elles veulent tout, ils ne revendiquent rien »[31]. Paul-François Paoli résume la situation par une formule : « A quoi bon des hommes si les femmes ont toujours raison ? »

Cela ne fait pas nécessairement l'affaire des femmes qui, consciemment ou non, aspirent à trouver de « vrais hommes » dont tout les pousse à se détourner. « L'inaptitude globale des hommes à appréhender les attentes et les besoins des femmes, observe Jean-Albert Meynard, n'a d'égal que le sentiment d'insatisfaction de ces dernières. La frustration des hommes, fragilisés par leurs désirs, n'a d'équivalent que l'inaptitude des femmes à en mesurer la portée »[32]. Aux Etats-Unis, bien que la condition féminine se soit extraordinairement améliorée depuis 35 ans en termes d'éducation, de liberté et de pouvoir, le nombre de femmes qui déclarent ne pas être heureuses augmente régulièrement[33].

On lisait voici quelque temps dans *Le Point* : « Etre homme aux Etats-Unis, c'est être condamné à vivre avec la mauvaise conscience de l'oppresseur, responsable de tous les maux de l'humanité »[34]. Outre-Atlantique, le malaise dans les rapports entre les sexes engendre une violence réactive contre les femmes, mais aussi des représentations pathologiques à base d'hypervictimisation ou d'hypervirilité. Elisabeth Badinter rappelait elle-même que le féminisme américain a fleuri sur le terreau « d'un puritanisme radical qui rend quasi impossible l'appréhension tranquille de son corps, et du corps de l'autre. Il traduit une peur particulièrement forte des hommes en face des femmes (parallèlement à la puissance de la figure maternelle), et leur incapacité à surmonter cette peur ne pouvait que déboucher sur la guerre des sexes »[35].

Guerre des sexes ? Choderlos de Laclos évoquait déjà, en son temps, l'« état de guerre perpétuelle qui subsiste entre les femmes et les hommes ». On n'en est peut-être pas encore là, mais le fait est que les rapports hommes-femmes deviennent de plus en plus difficiles. Un sondage Sofres réalisé en mars 2012 révèle que pour 36 % des hommes les relations hommes-femmes sont devenues ces dernières années plus dures, plus difficiles pour 42 %, plus conflictuelles pour 47 %.

« Un des résultats du féminisme, estime Julia Kristeva, a été de rendre difficile, voire impossible, la relation avec les hommes »[36]. Valeurs masculines et féminines étaient auparavant perçues comme complémentaires. Désormais, elles s'opposent, se dressent les unes contre les autres. La différence homme-femme se transforme en un *différend*, où les aspirations psychiquement et symboliquement sexuées sont régulièrement déçues.

Le changement des règles du partenariat sexuel laisse beaucoup d'hommes désorientés. Ils acceptent volontiers d'avoir des relations d'« égalité », mais savent rarement ce que cela signifie. Ils hésitent à s'engager, recherchent des liaisons éphémères, refusent de faire des plans d'avenir. Les femmes, de leur côté, veulent bénéficier d'un engagement durable de la part de leur partenaire tout en conservant leur « autonomie ». C'est la quadrature du cercle. La recherche d'égalité se heurte à la profonde dissymétrie existant entre les sexes. Dans le passé, il n'y a jamais eu de société

humaine qui ait assigné aux hommes et aux femmes les mêmes fonctions ou les mêmes rôles sociaux. Le fait que les sociétés occidentales soient les premières à évoluer dans cette direction est l'une des sources profondes de la disharmonie entre les sexes et de leur mutuelle incompréhension : chaque sexe attend de l'autre sexe autre chose que ce qu'il peut lui donner. Ce qui est difficilement supportable car, si les règles ont changé, la psychologie de chaque sexe, telle que l'évolution l'a façonnée, n'a elle pas changé. Le sentiment se répand alors que chaque sexe usurpe les fonctions de l'autre, et que chacun d'eux doit faire face à une hostilité qui n'a pas lieu d'être.

Un couple se révèle d'autant plus durable que l'homme y est reconnu en tant qu'homme par la femme, et que la femme y est reconnue en tant que femme par l'homme. Sans la présence d'une virilité masculine, la femme ne se peut s'épanouir dans sa féminité ; sans la présence d'une féminité, l'homme ne peut conforter sa masculinité. La rupture de ce processus de validation réciproque est cause de désagrégation des couples. La cause essentielle du malaise actuel des hommes réside dans le sentiment qu'ils éprouvent que les femmes ne veulent plus les « valider » en tant qu'hommes. D'où une frustration, un malaise, qui peut évoluer vers le ressentiment ou engendrer la gynophobie, c'est-à-dire la peur de la femme (phénomène dont on ne trouve que rarement l'équivalent chez les femmes). La femme est perçue comme une menace pour une identité masculine incertaine d'elle-même. D'où chez les hommes, précisément parce qu'ils sont plus susceptibles de recourir à la violence, des comportements réactifs violents visant les femmes. Le nombre des femmes battues augmente, celui des viols aussi.

Les relations entre les sexes se détériorent en fin de compte au point que bien des hommes préfèrent se passer des femmes, trouvant les rapports avec elles trop compliqués. Les mariages sont déjà de moins en moins nombreux et de plus en plus tardifs. Concernant la baisse des mariages, la France vient en tête de tous les pays occidentaux. Mais on note qu'aux Etats-Unis, le pourcentage de femmes mariées dans la catégorie des 15-44 ans est tombé de 44 % en 1982 à 36 % en 2010, tandis que l'union libre passait de 3 à 11 %.

Cette baisse du mariage s'explique en partie par la peur du divorce. En France, le divorce par consentement mutuel a été institué en 1975, une loi de 2004 simplifiant encore sa procédure. Dès 2005, le taux global de divorce a dépassé les 52 % (63 % en 2007). Il faut y ajouter les séparations qui interviennent au sein des couples vivant en union libre, qui sont de plus en plus nombreux. La cause principale du divorce reste l'adultère et donc le mariage d'amour : si l'on se marie parce qu'on s'aime, il est somme toute logique de se séparer quand on ne s'aime plus[37]. Or, la passion amoureuse est en général peu durable (amour rime rarement avec toujours), car le cerveau ne peut conserver au-delà de quelques années son niveau le plus intense de production hormonale. Ce sont principalement les femmes qui demandent désormais le divorce, et la durée moyenne des mariages ne cesse de diminuer (elle est aujourd'hui de moins de trois ans). En France, à l'heure actuelle, plus d'un enfant sur trois (sur deux dans les grandes villes) naît hors mariage. Divorces, femmes seules, familles monoparentales et recomposées deviennent la règle. Il n'y a plus guère que les prêtres et les homosexuels pour vouloir se marier. Comme dit un joli proverbe chinois : « « Le mariage est comme une ville assiégée : ceux qui sont dehors veulent y entrer, et ceux qui sont dedans veulent en sortir ».

Se félicitant de l'atténuation des différences de sexe, Elisabeth Badinter prédisait voici quelques années qu'il entraînerait un « amoindrissement de la passion, mais aussi des rapports plus fraternels, plus maternants, aussi ». En réalité, comme le remarque Tony Anatrella, « le discours actuel, loin de présenter un modèle réaliste et authentique de la coopération dans l'altérité sexuelle, sépare, divise et invite chaque sexe à rester chez soi »[38]. Près de 20 % des couples, mariés ou non, ne vivent déjà plus ensemble. La majorité des jeunes de 18 à 34 ans, non seulement ne sont pas mariés, mais vivent seuls. Egaux, mais séparés : tel est le nouvel apartheid sexuel.

La détérioration des rapports de couples n'est pas sans avoir d'effets sur l'attitude vis-à-vis du sexe. On note un éloignement par rapport à la sexualité, qui peut s'exprimer par excès aussi bien que par défaut. « Deux facteurs économiques et sociaux éloignent de la sexualité : la misère de l'exclusion sexuelle et à l'inverse la saturation de la consommation »[39].

D'un côté, on constate une omniprésence du sexe, manifeste dans la vie quotidienne. A la télévision, les magazines, les documentaires, les émissions de « téléréalité », les séries, les sitcoms, témoignent d'une surexposition publique de l'intimité fondée sur l'exhibitionnisme et le voyeurisme, qui équivaut à un double phénomène de privatisation de l'espace public et de publicisation de l'espace privé. Elle touche au plus haut point la publicité. Au cours des trente dernières années, la proportion de messages publicitaires faisant appel à une imagerie sexuelle ou para-érotique est passée aux Etats-Unis de 15 à 27 %. Les magazines féminins ont de leur côté cessé depuis longtemps d'être « sentimentaux », pour devenir de plus en plus « sexuels », comme en témoignent le ton superficiel et hystérique de leurs titres (« Mettez du piment dans votre big love », « Comment faire fantasmer les mecs », « Quelle experte êtes-vous ? », « Comment réussir une fellation », « Tout savoir sur le clito », « Trouver un mec avant que mes poils ne repoussent », « Les bons plans pour s'aimer plus », etc.). L'invasion des représentations sexuelles dans la vie quotidienne suscite en fait un nouveau conformisme, encore accentué par l'idéologie de la « transparence ». On parle plus facilement de sexualité, on en parle même partout, ce qui ne veut pas dire qu'elle s'est épanouie, ni qu'on fait plus l'amour aujourd'hui qu'autrefois (de nombreuses enquêtes laissent même présumer le contraire). « Dans notre société, remarque encore Michel Schneider, le sexe est autant sinon plus problématique qu'avant, mais il ne faut pas le dire »[40].

On note aussi le recours de plus en plus fréquent à la nudité, à l'exhibition publique, aux *stripteases* collectifs, aux embrassades de groupes, etc., comme autant de procédés « festifs » de revendication sexuelle qu'on pourrait désigner sous l'expression de « nudité hostile » (Raoul Weiss). La nudité, en effet, n'y est plus conçue comme un moyen d'attirer, de séduire ou de provoquer le désir, mais comme un mode d'indignation, un défi agressif, une sorte de proclamation à l'ennemi. Raoul Weiss écrit très justement que « l'euphorie exhibitionniste à laquelle se résume actuellement une grande partie de la sociabilité occidentale n'est autre que l'intériorisation de la liberté de la marchandise »[41].

Ce que dans les années 1960 ou 1970 on avait appelé la « libération sexuelle » – en fait, le « sexe facile » – a infiniment plus profité aux hommes qu'aux femmes, mais a surtout eu pour conséquence la captation de la vie sexuelle par l'ordre du spectacle et de la consommation. Le capitalisme s'est rapidement découvert une « vocation [...] à

marchandiser le désir, notamment celui de la libération, et par là même à le récupérer et à l'encadrer »[42]. A l'époque du capitalisme absolu, l'assise de la domination passe en effet plus que jamais « par la maîtrise des usages du corps et l'imposition de ses normes »[43]. La pseudo-libération sexuelle s'est donc tout naturellement épanouie en régime capitaliste, démentant l'idée que celui-ci allait nécessairement de pair avec le « patriarcat ». Déjà ravi d'avoir mis les ménagères au travail et de leur vendre des pilules contraceptives, le système marchand a vu dans la libération des mœurs une nouvelle source de profit. Slavoj Zizek est de ceux qui ont très bien vu que le capitalisme ne peut être que libéral en matière de mœurs. « Les défenseurs de la liberté sexuelle, écrit-il, pensèrent longtemps qu'une répression sexuelle monogamique était nécessaire à la survie du capitalisme – nous savons maintenant que le capitalisme peut, non seulement tolérer, mais aussi inciter activement et exploiter des formes de sexualité "perverse", sans mentionner la permissivité et la complaisance pour toute forme de promiscuité »[44].

L'addiction au sexe est aujourd'hui une affection reconnue (elle devrait porter le nom de « désordre hypersexuel » dans le DSM-5, à paraître en 2013), distincte de ce qu'on appelait autrefois érotomanie. On la définit notamment par l'obsession sexuelle permanente, le recours au sexe pour remédier aux problèmes de l'existence et aux problèmes psychologiques (anxiété, dépression, ennui, stress), l'incapacité à contrôler ou à modérer sa vie sexuelle même lorsque la santé ou la vie est en jeu. Aux Etats-Unis, on compte aujourd'hui plus d'un millier de thérapeutes spécialistes de l'addiction au sexe contre 400 il y a cinq ans.

La libido s'investit en même temps de plus en plus dans l'objet, c'est-à-dire dans la consommation. Le déni de l'altérité sexuelle enferme chacun dans sa suffisance au point de n'avoir plus besoin de l'autre pour se réaliser. Camille Froidevaux-Metterie remarque très justement que « la visibilité croissante des femmes dans la vie publique s'accompagne d'un évitement du féminin »[45]. « Nous sommes dans une société narcissique et individualiste qui détruit le lien social au rythme des revendications subjectives et particulières de groupes de pression. Le sens de l'intérêt général s'efface au bénéfice d'exigences uniquement centrées sur soi-même », écrit de son côté Tony Anatrella[46]. Une société narcissique est une société qui n'a plus le sens de l'altérité, et ne sécrète donc plus que de l'indistinction. C'est aussi une société qui, ayant rejeté tout surmoi, réduit le moi au *ça*. Dans ces conditions, le sexe devient de plus en plus une simple « technique de soi », pour parler comme Michel Foucault, une technique visant à la jouissance de soi – le meilleur moyen d'être soi étant bien sûr de se passer de l'autre. La sexualité centrée sur le moi est une sexualité qui ne connaît que le même. C'est un monologue, une économie affective autarcique, dont la masturbation est la pratique la plus emblématique. L'économie sexuelle devient narcissique et autosuffisante. Le désir devient pur désir de soi.

C'est ici qu'il faut évoquer la pornographie. Adjuvant traditionnel de la masturbation, elle constitue une forme d'érotisme des plus classiques qui, au cours de l'histoire, s'est adaptée à l'évolution de toutes les techniques (gravure rupestre, dessin, peinture, imprimerie, photographie, cinéma, vidéo, etc.). De façon révélatrice, elle est toujours restée un phénomène largement masculin, même si l'on constate actuellement sa progression chez les femmes (dans le passé, les revues pornographiques destinées aux femmes ont toujours été un échec commercial). Mais aujourd'hui, de passe-temps

sympathique, elle est devenue un phénomène de société. L'avènement d'Internet lui a en effet permis d'exploser d'une façon phénoménale.

En 2006, l'industrie multinationale de la pornographie a engendré des revenus d'un montant de près de 100 milliards de dollars. Aux Etats-Unis, où 40 millions de personnes visitent régulièrement des sites pornographiques, les profits qu'elle dégage ont été évalués à 13,3 milliards de dollars, surpassant ainsi les recettes de tous les films produits la même année par Hollywood (9 milliards de dollars). Près de 15 % de tous les sites Internet sont aujourd'hui des sites pornographiques (4,2 millions de sites en 2006, contre 22 000 en 1989), 25 % des connections et des requêtes via les moteurs de recherche concernent la pornographie (68 millions de demandes par jour), 35 % des téléchargements sont de nature pornographique. Chaque mois, les sites pornographiques sont visités en moyenne par 72 millions d'internautes. Un site pornographique gagne en moyenne 10 000 à 15 000 dollars par jour, certains ayant des revenus de près de deux millions de dollars par mois. Le premier pays producteur de films pornographiques reste les Etats-Unis, mais l'effondrement du système soviétique a aussi permis à l'industrie pornographique de connaître un essort fulgurant en Europe de l'Est, particulièrement en Hongrie. La production reste très différenciée (chaque pays a son « style » et ses thèmes de prédilection), mais elle est globalement soumise à une constante surenchère, due à la demande. Les rapports sexuels classiques ont depuis longtemps été remplacée par les diverses paraphilies, les pratiques violentes, les gros plans sur organes génitaux, la distension des orifices et l'hyperréalité gynéco-chirurgicale. On est loin de Mirabeau, Crébillon, Apollinaire (*Les onze mille verges*), Pierre Louÿs (*Trois filles de leur mère*), et même de Pauline Réage (*Histoire d'O*)…

Grâce aux sensations de plaisir fournies par les neurotransmetteurs, la pornographie est un remède à la solitude, mais c'est aussi de plus en plus une alternative à la vie commune (l'avantage quand on se masturbe, disait Woody Allen, c'est qu'on est sûr de faire l'amour avec quelqu'un qui vous aime !). Le sexe virtuel est considéré comme plus excitant, et surtout moins compliqué que le sexe réel. Des femmes de plus en plus nombreuses se plaignent que leurs partenaires les « trompent » sur Internet. La masturbation n'est plus un pis-aller pratiqué par défaut, ni même un complément légitime d'une vie sexuelle de couple, mais une forme de substitution à la vie réelle. Une étude récemment réalisée à l'Université du Kansas a révélé que 25 % des étudiants font fréquemment semblant d'avoir un orgasme quand ils font l'amour parce qu'ils ne jouissent vraiment bien qu'en regardant des films ou des images pornographiques. Selon une enquête Ipsos réalisée en 2008, 39 % des hommes de 25 à 39 ans reconnaissent désormais préférer « caresser une console de jeu sur Internet » qu'un véritable corps de femme. La pornographie, en d'autres termes, est devenu un marché lucratif qui cache la peur des hommes de ne pas pouvoir s'adapter aux nouvelles règles de relations avec les femmes qui leur sont aujourd'hui imposées.

La pornographie constitue par ailleurs de plus en plus fréquemment le mode d'entrée dans la sexualité des plus jeunes. En 2004, le CSA a révélé que 80 % des garçons et 35 % des filles de 14-18 ans avaient vu un film pornographique dans l'année. Un garçon sur 10, une fille sur 5 en avait visionné au moins dix. Chez les 9-10 ans, c'était aussi le cas de 50 % des garçons et de 25 % des filles. Une autre enquête, menée par Denise Stagnara, indiquait en 2005 que 75 % des garçons avaient déjà vu un film pornographique à l'âge

de 9 ans et 17,5 % des filles à l'âge de 11 ans. Au total, près de 90 % des jeunes de 8 à 16 ans ont aujourd'hui visionné de la pornographie sur Internet.

L'âge moyen des premiers rapports sexuels a peu évolué (16 ans en moyenne), mais le porno est ainsi devenu la principale forme d'« information » sexuelle des jeunes, ce qui ne va pas sans poser des problèmes. Dans le porno, non seulement les femmes font tout ce que les hommes veulent, mais elles trouvent plaisir à le faire. Les femmes sont toujours soumises, toujours désirantes, toujours jouissantes. Le spectacle de la pornographie crée chez les adolescents l'idée fausse d'une vie réelle peuplée de créatures qui vivent dans un désir de sexe permanent. Elle produit chez eux une excitation qui s'accompagne d'inhibitions, d'interrogations culpabilisantes sur ce qui est « normal » et « pas normal », d'intériorisation de fausses normes et de situations artificielles, de processus d'identification reposant eux-mêmes sur des conceptions totalement déformées de la séduction et du plaisir. Or, plus les jeunes consomment tôt de la pornographie, plus leurs fantasmes, leurs représentations et leurs pratiques s'inspirent des codes pornographiques. D'où leur frustration quand ils s'aperçoivent que ces codes ne correspondent pas à la réalité, que la séduction et le plaisir réels n'ont que peu à voir avec les surcapacités et la disponibilité permanente des acteurs et des actrices du porno. Chez les garçons, la pornographie développe une angoisse de performance, chez les filles une angoisse de la jouissance interminable immédiate. Découvrir la sexualité par le « *gonzo* », le fist anal, le bukkake et les « *gang bangs* » ne représente sans doute pas pour des adolescents déjà traumatisés par le sida la meilleure initiation qui soit. Une enquête récente montre qu'aux Etats-Unis, près de 30 % des adolescents ont l'habitude d'envoyer des photos nues d'eux-mêmes à leurs correspondant(e)s sur les réseaux sociaux (pratique dite du *sexting*). En France, 3169 jeunes adolescents ont été condamnés pour violence sexuelle en 2008, contre 983 en 2002.

Du côté féminin, le marché des « *sex toys* » ou accessoires érotiques, relayé désormais par les magazines féminins, se développe lui aussi rapidement. Considérés comme « chics et coquins », les dildos, vibromasseurs, huiles de massages, libido-vitamines, menottes en fourrure, boules de Geisha et autres canards vibrants, en attendant les sondes à ballonnet et les colposcopes à ressort, connaissent un succès grandissant. L'industrie mondiale du « *sex toy* », aujourd'hui en pleine croissance, représente déjà 22 milliards d'euros par an. Avec la religion du *sex toy*, l'imaginaire sexuel se met, comme tout le reste, à la remorque de la technologie.

Echangisme, *speed-dates*, rapports sexuels en discothèques, sites de rencontres, aventures d'une nuit se multiplient, mais on voit aussi se répandre la mode des câlins sans sexe, sur le mode des *cuddle-parties* new yorkaises ou l'on s'enlace et se caresse sans jamais avoir de rapports sexuels. Des mouvements appelant à répudier toute forme de vie sexuelle (tel le mouvement *No sex*, animé par David Jay) voient même le jour, qui sont loin de ne s'adresser qu'aux individus dépourvus de tout intérêt pour les choses du sexe (ils représentent 2 à 3 % de la population). Les deux phénomènes ne sont contradictoires qu'en apparence. Obsession sexuelle et nouvelle pudibonderie vont de pair.

Dans l'un et l'autre cas, il en résulte une nouvelle forme d'acédie, qu'on pourrait appeler la neurasthénie sexuelle. Michel Schneider, dans un livre déjà plusieurs fois cité, a bien montré comment l'indifférence au sexe, et le refus de se donner le mal d'affronter

la relation sexuelle, est aujourd'hui l'une des conséquences directes de l'indifférence entre les sexes. « Les deux sexes, écrit-il, sont dans la même confusion et ne savent plus ce qu'ils sont ni ce qu'ils attendent l'un de l'autre. Le malaise prend la forme d'une perte du désir. La doxa pansexualiste rêve de *s'affranchir des sexes dans la sexualité*. "Délivrez-nous du rapport sexuel ! Instaurons une sexualité désexualisée, libérée de la différence des sexes !", tel semble être l'idéal collectif qui inspire les pratiques, les théories et les lois »[47]. Le déni des différences conduit en effet à l'indifférence, l'indistinction à l'apathie. La sexualité remodelée par le « genre » équivaut à un déni de la sexuation, à un désir de supprimer le désir. Eros contre Thanatos. L'unisexe, c'est la mort de la *libido*.

*

Le partage égalitaire du pouvoir auquel on aspirait n'est donc pas advenu. Ce à quoi l'on a assisté, c'est à un nouveau déséquilibre. Il ne pouvait en être qu'ainsi du fait de la dissymétrie fondamentale qui existe entre les hommes et les femmes. Cette dissymétrie n'est ni purement « naturelle » ni purement « culturelle », elle est « structurelle et fonctionnelle » (Bruno Viard). Elle se manifeste dès l'origine, et s'exprime à tous les niveaux. Il n'existe déjà aucune symétrie entre l'ovule et le spermatozoïde. Les organes sexuels masculins sont visibles à l'extérieur, ceux de la femme sont dissimulés à l'intérieur. Dans un rapport sexuel, l'homme pénètre et la femme est pénétrée, ce dont il résulte une symbolique évidente. Cette dissymétrie se retrouve ensuite dans les fantasmes, les mécanismes du désir, les stratégies de séduction. Les hommes et les femmes sont attirés les uns par les autres, mais ils n'ont ni le même imaginaire sexuel, ni la même conception du plaisir, ni la même jouissance. La complémentarité entre les hommes et les femmes doit elle-même se comprendre de façon dialectique : elle ne se résume pas à une égalité abstraite, mais doit se concevoir comme une dynamique d'interdépendance asymétrique.

Comme l'écrit Bruno Viard, « pour que l'homme *veuille*, il est indispensable que la femme *plaise*. Indispensable et suffisant [...] Ce minimum n'est pas négociable [...] Cette dissymétrie est certaine, naturelle, incontournable. Elle donne sa marque à toute la polarité du masculin et du féminin. C'est elle qui met davantage la violence du côté masculin [...] Tandis que l'homme ne peut avoir de rapport sans désir, une femme peut très bien subir un rapport qu'elle n'a pas ou guère désiré. Il est définitif à partir de là que l'homme soit un peu plus en position de chasseur et la femme en position de fuite et même de proie. Jusqu'au moment où elle décide de se donner »[48]. L'homme cherche à conquérir et à prendre, la femme choisit ou accepte l'homme auquel elle se donne. Le besoin de posséder est complémentaire d'un besoin d'être remplie et comblée.

C'est un fait que l'homme ne peut s'empêcher de penser le sexe en termes de pouvoir mais, contrairement à ce qu'affirment beaucoup de féministes, le rapport hommes-femmes est loin de se ramener à un jeu de domination et de soumission unilatérales. Non seulement les rôles s'échangent, mais si l'homme se pose en demandeur, la femme sait aussi provoquer cette demande. L'homme propose, la femme dispose. L'homme domine la femme par les moyens qui lui sont propres, la femme domine l'homme par ses moyens propres également. Jacques Lacan disait très justement que « toute femme cherche un maître sur lequel elle puisse régner ». Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a nulle « égalité » dans ce jeu de séduction.

Georges Bataille fondait, non sans raison, l'érotisme sur la transgression. L'idéologie de la « transparence » veut qu'on ne transgresse plus rien : il n'est plus question que d'égalité, de dignité, de dialogue. Des mots qui ne veulent pas dire grand-chose en matière de sexe. Les hommes sont mal adaptés à des relations de couple fondées sur une symétrie totale[49]. Ils n'ont pas la même perception que les femmes des rôles qu'ils désirent partager. « Il y a un excès inhérent à la relation sexuelle qu'aucune égalité politique ne fera disparaître », note Fabrice Hadjadj[50]. Vouloir mettre un terme à cet « excès », ce n'est pas instaurer l'égalité, mais plus probablement remplacer le pouvoir des uns par le pouvoir des autres. C'est pour cela que l'idéologie de la transparence, loin de mettre fin au *trouble* de la sexualité, a seulement fait surgir des opacités nouvelles.

Parvenir à penser l'autre sexe comme complémentaire du sien, et non comme simple projection de soi, ne suffit cependant pas encore. Il faut, au-delà de la complémentarité, penser encore l'autre dans ce qu'il a d'irréductible même à la comparaison, dans ce qu'il possède précisément d'opaque. L'autre sexe suscite l'émerveillement, non seulement parce qu'il nous complète, mais aussi parce qu'il conserve toujours en lui-même une part qui restera pour nous inconnaissable, inatteignable, et que c'est dans ce mystère de la manière masculine ou féminine d'être au monde, et dans la perception qu'on en a, que réside le fond même de ce qui nous attire vers lui. Penser l'autre comme autre, penser l'identité comme sexuée, c'est mettre en jeu un rapport dialectique mêlant rapport à l'autre sexe et rapport au sien.

Alain Badiou n'a pas tort d'écrire que, « dans l'amour, on fait confiance à la différence au lieu de la soupçonner »[51]. L'amour est en effet le trouble-fête de toute relation purement contractuelle, car la passion amoureuse est tout sauf un contrat. Elle n'est pas volontaire mais nous envahit, elle n'est pas rationnelle mais hors raison(s), elle n'est pas utilitaire mais bien souvent contraire à nos intérêts. Et pourtant, on lui sacrifie tout. Or, « aimer, c'est accepter de dépendre » (Paul-François Paoli). Qui ne veut dépendre de rien ni de personne ne peut tout simplement pas aimer. Dans *Quai des brumes* (1938), film réalisé par Marcel Carné sur un scénario de Jacques Prévert, quand Michèle Morgan s'exclame : « Un homme et une femme ça peut pas s'entendre. Ils parlent pas pareil, ils ont pas le même vocabulaire », Jean Gabin lui répond : « Ils peuvent peut-être pas s'entendre, mais ils peuvent s'aimer ». Excellente conclusion.

1. Cf. le dossier paru dans *Eléments* n° 121, été 2006.

2. Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée*, Climats, Paris 2011, p. 353.

3. Raoul Weiss, « Du féminisme émancipateur au fascisme sexuel », in *La Pensée libre*, janvier 2012, p. 1.

4. Hannah Rosin, « The End of Men », in *The Atlantic*, juillet-août 2010. Cf. aussi « La fin de l'homme au siècle des femmes », in *Clés*, janvier 2011, pp. 63-70.

5. Michel Schneider, *La confusion des sexes*, Flammarion, Paris 2007, p. 29.

6. La baisse de la natalité ne s'explique pas uniquement par la contraception ou l'avortement. Selon les données des Nations-Unies, outre l'accès à la contraception, les quatre meilleurs prédicteurs d'une baisse de la natalité dans tous les pays sont l'élévation de l'âge du mariage chez les filles, le niveau d'éducation des femmes, leur niveau d'intelligence, leur degré de participation à la vie économique et le niveau de leurs revenus. Tous ces facteurs sont corrélés négativement à la natalité. Il faut aussi rappeler que l'infertilité masculine est en hausse régulière en Europe depuis plus de 50 ans, du fait de la chute du nombre et de la mobilité des spermatozoïdes. A l'heure actuelle, plus de 10 % des couples sont infertiles pour une raison ou une autre. Le caractère anti-androgènes de certains pesticides, fungicides et insecticides qui agissent comme autant de perturbateurs endocriniens a été mis en cause. Cette moindre fertilité a elle aussi chez l'homme un effet inhibiteur de la libido par chute de testostérone.

7. Cf. aussi A. Murray Strauss, « The Controversy Over Domestic Violence by Women. A Methodological, Theoretical, and Sociology of Science Analysis », in Ximena B. Arriaga et Stuart Oskamp (ed.), *Violence in Intimate Relationships*, Sage, Thousand Oaks 1999 ; John Archer, « Sex Differences in Aggression between Heterosexual Partners. A Meta-analytic Review », in *Psychological Bulletin*, 2000, 5, pp. 651-680.

8. Michel Schneider, op. cit., p. 73.

9. Daphne Patai, *Heterophobia. Sexual Harassment and the Future of Feminism* Rowman & Littlefield, Lanham 2000.

10. Cf. Randa Embry et Phillip M. Lyons, Jr., « Sex-Based Sentencing: Sentencing Discrepancies Between Male and Female Sex Offenders », in *Feminist Criminology*, avril 2012, pp. 146-162.

11. Véronique Guienne, « Savoir se vendre : qualité sociale et disqualification sociale », in *Cahiers de recherche sociologique*, janvier 2007, p. 13. Sur le projet d'abolition de la prostitution, cf. aussi Dominique Noguez, « Repensons la prostitution », in *Le Monde*, 2 septembre 2012, p. 14.

12. Jean-Marie Bockel, *Rapport sur la prévention de la délinquance des jeunes*, Paris 2010, p. 20.

13. Op. cit., p. 84.

14. Ces tentatives de réforme de l'orthographe ne sont pas nouvelles. Dans *le Figaro* du 13 octobre 1836, Théophile Gautier écrivait déjà : « Ces dames, non contentes d'innover en politique et en morale, innovent aussi en grammaire ; elles ont une terminologie spéciale. Elles disent une femme auteure, professeure de piano, sculpteure, et ainsi de suite ; nous soumettons une observation à ces discrètes personnes : diront-elles peinteuse ou peintresse ? »

15. *Le complexe d'Orphée*, op. cit, p. 334.

16. La fonction paternelle, écrit lui aussi Jean-Pierre Lebrun, ne désigne « rien d'autre que ce qui va contraindre, mais aussi aider un sujet à se séparer de la mère » (*La condition humaine n'est pas sans conditions*, Denoël, Paris 2010, p. 86).

17. *Le complexe d'Orphée*, p. 341.

18. Ibid., p. 340.

19. Pierre-François Paoli, *La tyrannie de la faiblesse. La féminisation du monde ou l'éclipse du guerrier*, François Bourin, Paris 2010, p. 13.

20. *La confusion des sexes*, op. cit., pp. 16 et 58.

21. Cf. Kay S. Hymowitz, *Manning Up. How the Rise of Women Has Turned Men into Boys*, Basic Books, New York 2011. Sur le lien entre narcissisme immature et indistinction des sexes, cf. aussi Tony Anatrella, *La différence interdite*, Flammarion, Paris 1998, et *Le règne de Narcisse. Les enjeux du déni de la différence sexuelle*, Presses de la Renaissance, Paris 2005 ; Eric Zemmour, *Le premier sexe*, Denoël, Paris 2006 ; Natacha Polony, *L'homme est l'avenir de la femme. Autopsie du féminisme contemporain*, Jean-Claude Lattès, Paris 2008.

22. Dans le langage juridique de l'ancienne Rome, il n'y avait même pas de mot pour « infanticide ». Un homme qui tuait son fils était condamné pour parricide, car on considérait qu'en tuant son enfant il avait tué le père que celui-ci aurait pu devenir.

23. Michel Schneider, *La confusion des sexes*, op. cit., p. 57. Ce phénomène de l'enfant prescripteur d'achats est connu depuis longtemps. Aux Etats-Unis, en 2002, les enfants âgés de 4 à 12 ans ont fait dépenser 30 milliards de dollars à leurs parents, en augmentation de 400 % par rapport à 1989.

24. Sur la sexualisation de la sphère publique et l'hypersexualisation précoce des filles, cf. Richard Poulin, *Sexualisation précoce et pornographie*, La Dispute, Paris 2009.

25. *La tyrannie de la faiblesse*, op. cit., p. 83.

26. Hélène Vecchiali, *Ainsi soient-ils. Sans de vrais hommes, pas de vraies femmes*, Calmann-Lévy, Paris 2005.

27. Gallimard, Paris 2004.

28. Paul-François Paoli, *La tyrannie de la faiblesse*, op. cit., p. 129.

29. Cité par Jean-Paul Mialet, *Sex aequo. Le quiproquo des sexes*, Albin Michel, Paris 2011, p. 413.

30. Tony Anatrella, « Et l'homme dans tout ça ? », in *L'Homme nouveau*, 18 juin 2011, p. 6.

31. Jacqueline Rémy et Isabelle Germain, in *Clés*, janvier 2011, p. 64.

32. Jean-Albert Meynard, *Le sexe du cerveau. Hommes/femmes : les vrais différences*, L'Archipel, Paris 2011, p. 11.

33. Cf. Betsey Stevenson et Justin Wolfers, « The Paradox of Declining Happiness », in *American Economic Journal*, août 2009, pp. 190-225.

34. *Le Point*, 25 janvier 1992.

35. *Le Nouvel Observateur*, 19 mai 2004.

36. *L'Evénement du jeudi*, 13 août 1992, p. 76.

37. Dans le passé, l'amour n'était qu'un motif de mariage parmi d'autres. Evoquant le mariage au XVIIe et au XVIIIe siècles, Serge Chaumier rapporte qu'« aimer sa femme est faire preuve d'un

manque de dignité dans l'aristocratie. La femme pourrait s'en montrer offensée » (*La déliaison amoureuse*, Armand Colin, Paris 1999) !

38. « Et l'homme dans tout ça ? », art. cit., p. 8.

39. Michel Schneider, *La confusion des sexes*, op. cit., p. 109.

40. Ibid., p. 12.

41. « Du féminisme émancipateur au fascisme sexuel », art. cit., p. 4.

42. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris 2002, p. 226.

43. Christine Détrez, *La construction sociale du corps*, Seuil, Paris 2002, p. 173.

44. Slavoj Zizek, *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Climats, Castelnau-le-Lez 2004, p. 93.

45. *Philosophie Magazine*, mai 2012, p. 57.

46. *Le règne de Narcisse*, op. cit., p. 23.

47. *La confusion des sexes*, op. cit., p. 13.

48. Bruno Viard, « Dissymétrie du masculin et du féminin », in *Revue du MAUSS*, 1er sem. 2012, version électronique, p. 293.

49. Cf. Anthony Giddens, *La tranformation de l'intimité*, Hachette, Paris 1992.

50. Fabrice Hadjadj, « Sexualité : de quoi le non est-il le nom ? », in *Philosophie Magazine*, juillet-août 2011, p. 29. Du même auteur, cf. *La profondeur des sexes*, Seuil, Paris 2008.

51. Alain Badiou, avec Nicolas Truong, *Eloge de l'amour*, Flammarion, Paris 2009.